



COMPTE RENDU COMMISSION PERMANENTE
19 NOVEMBRE 2020
En distanciel

Personnes présentes (20) : Théo ARMANI (Colomiers), Marion AUBERT, Sylvain BENAIN (Tours, Nicolas DEBUCQUET (Cholet), David DENIS (Roanne), Sébastien DELANOE (Deauville), Cécile DUPORTAIL (Arcueil), Céline ERIEAU (Saint-Nazaire), Yannick KERAUFFRET (Maurepas), Claire LEGLISE (Bassens), Bernard MAILLARD (Evry- Courcouronnes), Rozenn MERRIEN (Noisy-le-Sec), Sandrine MORENT (Saint-Etienne), , Guillaume PIKE (Canopé), Sylvia ROUDAUT (Saint-Denis), Cécile ROYER (Lille), Marie TALUCCI (Meylan), Marie-José TORRERO (Guyancourt), Thierry VASSE (Orvault), Clément VOLDOIRE (Clermont-ferrand).

Invités : Christophe GEHIN et Yves BEAUVOIS (DGESCO)

Personnes excusées : Thierry BACA (Colomiers), Janine BOUVAT (La Ciotat), Lucille CASSAN (Bondy), Marie-Agnès CHOPIN (Saint Herblain), Laurent DAUTY (Mondeville), Jean-Michel DAVIDOU (Angoulême), Brice DAYOT (Noisy-le-Sec), Hervé DAVID (La Flèche), Marie Christine DELAUNAY-FÉLIX (Nantes), Gabriel FRAGA (Ulis), Régis GIUNTA (Strasbourg), Kader KADIRI (Ecouen), Julien KASTELYN (Chenevieres), Thierry MALATESTA (Aigondigne), Thierry LEOUFFRE (Nîmes), Jean Michel MACAULT (Angers), Marie-France MENIER (Montreuil), Dominique MONTET (Ivry), Nathalie NOULETTE (Strasbourg), Sophie PARLIER (Saint-Nazaire), Adam SOUISSI (Roques), Anne TERNISIEN (Tremblay-en-France)

Ordre du Jour :

1- Vie de l'association (Adhérents, groupes régionaux et sollicitations)

2 - Partage d'expériences : Entre crise covid et contexte sécuritaire renforcé

3 - Intervention de la DGESCO :

- **Bilan de la rentrée 2020**
- **Expérimentation nationale des établissements de services**

Sujets	Échanges et décisions	Suivi
Vie de l'association	<p><u>I - VIE DE L'ASSOCIATION</u></p> <p>→ Adhésion : L'ANDEV compte à ce jour 519 adhérents, près de 100 de plus que l'an dernier (56% de femmes / 44% d'hommes)</p> <p>→ Abonnement participatif : 37 souscriptions, 18 souscriptions en 2019, 19 en 2020 : 2 associations, 1 département, 1 communauté de communes et 25 villes différentes</p> <p>→ A ce jour, 7 villes, 1 département n'ont pas encore renouvelé leur abonnement pour 2020 = Communication pour relance des abonnements participatifs prévue</p> <p>ESPACES D'ÉCHANGES DE L'ANDEV SUR CRISE SANITAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au national, 14 visioconférences organisées depuis mars...Depuis la rentrée 2020, décision du CA d'en organiser 2 par trimestre (cf Visio du 13/10 en présence de Fabienne KOCHERT, Présidente de l'AFPA, prochaine visio nationale organisée le 15 décembre sur les enjeux éducatifs du mandat 2020-2026. - La dimension "partage d'expériences" est reprise par les réseaux régionaux dont les pilotes se sont fortement mobilisés pour offrir, d'ici la fin de l'année des espaces d'échanges sur la gestion de la crise sanitaire dans ce contexte sécuritaire renforcé. <p>CALENDRIER DES PARTICIPATIONS/ SOLLICITATIONS Groupe de travail sur l'élaboration d'un outil d'accompagnement à la scolarisation et suivi des enfants en grande précarité (DIHAL/ ANDEV/ AMF / France Urbaine, villes de Toulouse, Montpellier, Bordeaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Public</u> : acteurs territoriaux + nouveaux élus. - <u>Un "4 pages" ou un format numérique</u> à inventer du type PADLET constitué d'une partie juridique, rappelant l'obligation de scolarisation et levant toute interprétation de la loi, d'une part, et d'une partie partage d'expériences synthétisant les freins et leviers sur un territoire. 	<p>Marion</p> <p>Marie-Christine DELAUNAY-FELIX</p>

	<p>Comité d'expertise nationale Petite enfance (Laurent Dauty - Mondeville, Claire Leglise - Bassens, Sandrine Morent - Saint Etienne, Gabriel Willinger - Strasbourg)</p> <p>Sollicitation de Charles Duportail, Conseiller petite enfance, logement, hébergement à la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté au Ministère des solidarités et de la Santé.</p> <p>L'objectif est d'avoir un groupe de techniciens de collectivités pour échanger avec la Délégation dans les phases préparatoires de la mise en œuvre des dispositifs ou pour l'identification des freins dans leur bonne mise en œuvre (par ex. en ce moment le bonus mixité pour les crèches). Les échanges seraient donc à un niveau technique et « informel » en amont de la préparation des décisions.</p> <p>Lancement d'un groupe de travail et d'échange thématique "PEDT, PEL, PEG" par Sylvia Roudaut https://drive.google.com/file/d/1ZNbOFFIZavMtpRtJt8OUYbpCiFF9By7X/view?usp=sharing Première réunion prévue en janvier 2021</p> <p>Lancement d'un groupe de travail Cités éducatives , 2 perspectives de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe de travail ANDEV prévu le 11 décembre 2020 (en l'articulant à celui de France urbaine), animé par Marie-Agnès CHOPIN et Bernard MAILLARD - Patrick Picard (anciennement IFE) propose d'associer l'ANDEV au travail d'évaluation initié sur la ville d'ARRAS avec des universitaires, pour confronter recherches et expériences de terrain. - Un webinaire est prévu sur ce sujet avec Idéal Connaissance début 2021. <p>Groupe de travail avec le SGEN/CFDT sur le statut des directions d'école, 18 novembre 2020 (Thierry VASSE) Cette question est corrélée au statut de l'école en général. Ce point sera mis à l'ordre du jour de la CP de janvier 2021.</p> <p>Rappel : l'ANDEV a obtenu une subvention de l'ANCT de 20 000€. Le dossier de subvention présenté mettait en perspective des actions engagées au sein de l'association : Petite Enfance, Éducation inclusive, réseau et crise sanitaire, Cités éducatives</p>	
--	---	--

	<p>CONGRÈS REPORTE DU 21 AU 23 JUIN 2021 à METZ Pour patienter, organisation de 2 webinaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1er Webinaire le 8 décembre 2020 de 13h30 à 15h L'idée est de quitter Marseille, lieu de nos derniers échanges autour du numérique pour aller vers Metz : “Concilier le numérique et le développement durable : quels repères et outils pour développer des politiques éducatives territoriales ?” en présence de Franck BEYSSON, Responsable du pôle « Outils et dispositifs pédagogiques » de la Ligue de l'enseignement de la Loire ((cf déroulé) - 2ème Webinaire prévu en mars : Témoignage des villes de Metz et Roquebrune sur le label E3D. <p>II - PARTAGE D'EXPÉRIENCES : Entre crise covid et contexte sécuritaire renforcé</p> <p>Arcueil</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situation différente du 1 er confinement - Ouverture de toutes les écoles ! Difficile gestion des remplacements. Mobilisation du personnel mairie volontaire, du service des sports pour compléter les équipes de pause méridienne. - Sur le port du masque, pas de plaintes des parents, distribution de masques à tous les enfants dès le lundi de la rentrée des vacances de la Toussaint. <p>Roanne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gros pic d'absentéisme au retour des vacances, 1/3 de personnel à remplacer, difficile de faire face à cette vague, cela s'est atténué depuis peu.... - Epuisement des équipes - Primauté du sanitaire qui prend le pas sur l'éducatif <p>Colomiers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de démotivation des équipes, dynamique à maintenir - Des taux d'encadrement corrects car mobilisation des éducateurs sportifs sur la pause méridienne - Sur le port du masque en direction des enfants, certains parents s'y opposent pour des questions de santé publique, climat de tension. <p>Orvault</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté parfois de devoir justifier aux parents des décisions de l'Etat alors qu'on ne fait que les appliquer... 	
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Certains maires ont pris des arrêtés pour proscrire les masques aux enfants, or c'est illégal, et cela crée un climat de méfiance. <p>Evry -Courcouronnes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distribution de masques dans toutes les écoles, pas de contestation des parents. <p>Noisy-le-Sec</p> <ul style="list-style-type: none"> - Masques inclusifs fournis par la Ville à tous les enseignants de maternelle + CP, les animateurs, les ATSEMS, les professionnels de crèches et enseignants UP2A - ULIS, bien que cela relève de la compétence Education Nationale pour les enseignants <p>Tours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lourde logistique dans la gestion des masques. <p>LA CNAF va financer des masques inclusifs pour les professionnels de la petite enfance :</p> <p>https://lesprosdela petiteenfance.fr/la-cnaf-va-financer-des-masques-inclusifs-pour-les-pros-de-la-petite-enfance</p> <p>III - BILAN RENTRÉE 2020 : Quels points d'appui, éléments dynamiques, difficultés / contraintes, après cette rentrée?</p> <p>En présence de Christophe GEHIN, Chef du service du budget et des politiques éducatives territoriales à la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO)</p> <p><u>Cadrage pédagogique de la rentrée sur 3 grands axes de la politique éducative :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> → Élévation générale du niveau → Réduction des inégalités en terme de réussite des élèves → Déterminer les impacts de la période de confinement et accompagner le mieux possible les élèves. <p>Appréciation objective sur le niveau des élèves.</p> <p><u>Évaluations nationales</u> : légère baisse par rapport à 2019 pour les CP/CE1. Résultat plus favorable pour les 6ème.</p> <p>Mesures phares pour réduire les inégalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dédoubllement des CP et CE1 en éducation prioritaire, et GS qui a démarré cette année. - 24 élèves par classe en GS/CP/CE1 hors éducation prioritaire, mesure sur plusieurs rentrées scolaires.... 	
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune fermeture de classes en zones rurales sans accord du maire - Mise en place de groupe de soutien et de stage de réussite pendant les vacances, reconduits à la Toussaint. - Accompagnement des élèves dans leurs projets d'orientation, notamment pour ceux qui voudraient en changer; <p>Sur le volet sanitaire, le plan de continuité pédagogique a été appliqué pour les lycées uniquement, la norme étant l'accueil de tous les enfants, sur tous les temps en primaire et au collège.</p> <p><u>Questions / Réponses avec la DGESCO</u></p> <p><u>Thierry (Orvault)</u> : ce qui remonte du terrain par rapport au dédoubllement des classes, c'est l'accroissement des effectifs sur les autres niveaux scolaires (classes de petits et moyens à 35 élèves, par exemple!). Par ricochet, coût supplémentaire pour les collectivités car demande de création de poste d'atsem</p> <p><u>DGESCO</u>: Le projet de loi de finances prévoit des moyens supplémentaires pour que cela n'ait pas de répercussion sur les effectifs des autres niveaux. Depuis la rentrée de septembre, des moyens exceptionnels ont été mobilisés dans chaque académie pour recruter des contractuels dans le 1er degré, au-delà de ce qui avait été prévu dans la loi de Finances initiale.</p> <p>Guillaume : L'arrivée des tests dans les écoles risque d'augmenter la situation de tension au niveau des moyens en personnel ?</p> <p>Les recrutements dans le 1er degré ont été augmentés comme évoqué précédemment. Dans le 1er degré pour maintenir la continuité éducative, l'équivalent de 6 500 ETP AED ont été recrutés pour l'organisation des cours en visio par exemple.</p> <p><u>Rozenn (Noisy-le-sec)</u> : Accompagnement individualisé difficile à mettre en œuvre, il avait été annoncé des heures supplémentaires, un rattrapage pour lutter contre les inégalités qui se sont creusées durant le 1er confinement mais à ce jour aucune mise en œuvre opérationnelle, ni réponse institutionnelle aux questions des EPLE.... Cet accompagnement individualisé pourra t il être organisé dès le 2eme trimestre ?</p>	
--	---	--

	<p>DGESCO : Il n'y a pas de remise en cause de cet accompagnement, il doit être mis en place dans les établissements avec les moyens nécessaires. Pas de retour de difficulté des académies sur ce point.</p> <p>Cécile (Arcueil) : Très bon retour des parents sur le dispositif "vacances apprenantes", va t-il être reconduit pour les prochaines vacances et pérennisé ?</p> <p>DGESCO: la crise sanitaire montre que ce dispositif, qui préexistait et a été enrichi, a fait ses preuves et répond à de vrais enjeux éducatifs. Il a donc vocation à se poursuivre, sa pérennisation a été inscrite dans le projet de la loi de Finances...</p> <p>Thierry (Orvault) : La crise sanitaire a révélé l'importance et le besoin de partager nos complémentarités entre directeurs de l'éducation/ directeurs d'école, de se concerter sur le terrain - ajustements permanents dans le cadre de l'évolution de l'épidémie et de la mise en place des différents protocoles sanitaires. Comment prendre en compte cette nécessité de dégager du temps aux directeurs d'école, car ne pas en avoir est générateur de tension au quotidien....</p> <p>Avant parmi les 108 h de formation dédiées aux directeurs, 24H étaient fléchées sur les rencontres partenaires, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Vrai levier de progrès.</p> <p>DGESCO : Le cadre de travail des directeurs d'école est un des axes clés de l'agenda social et du Grenelle de l'éducation. 108 H globalisées, le travail est engagé pour laisser davantage de temps d'échanges aux directeurs, refonte du régime de décharge inscrit dans le projet de loi de finances.</p> <p><u>IV - ETABLISSEMENT DE SERVICE : Expérimentation</u> <i>Intervention d'Yves DUBOIS, chef de projet "Locaux scolaires" au MENJS</i></p> <p>Projet transversal et interministériel (8 ministères concernés) qui n'a pas de sens sans les collectivités territoriales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Note décrivant le projet d'expérimentation nationale visant à offrir dans des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de nouveaux services aux élèves et aux usagers - Appel à manifestation d'intérêt « Etablissements de services. Des espaces de proximité au service des élèves, des jeunes et de ceux qui les accompagnent » 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté que les propositions de services viennent des acteurs qui pilotent ce projet (une liste de services possibles existe à titre illustratif) / Pas de volonté d'harmoniser ou de modéliser ces EDS sur tous les territoires, - Présentation de cette démarche à l'ensemble des réseaux d'élus (France urbaine, AMF, RFVE...) <p>Un établissement de service, c'est quoi ? Collège ou Lycée qui possède un espace d'un même tenant impérativement visible et accessible depuis un bâtiment scolaire, pendant et hors du temps scolaire pour des publics divers et larges (jeunes scolarisés ou non, personnels de l'EN, adultes de la formation professionnelle continue....)</p> <p>Il faudra également lui trouver un nom (agence, pôle éducation.....)</p> <p>Les points positifs vus par l'ANDEV</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge globale des jeunes au sein d'un lieu unique de proximité EPLE dans une logique de guichet unique - Approche territoriale : Renforce le rôle de l'EPLE dans la cohérence territoriale des interventions - D'un point de vue territorial, tout ce qui relève d'une mesure de transversalité, sur un lieu unique semble pertinent - Repositionnement de l'EPLE dans une approche d'ouverture sur le territoire sur lequel il s'implique y compris dans l'appropriation des familles - En termes de champ d'intervention, les sujets "en carence" pourraient trouver une réponse : <ul style="list-style-type: none"> • Orientation • Prise en charge médico social • Coordination de proximité et notamment sur l'inclusion des jeunes en situation de handicap <p>Les points de vigilance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de délégation progressive de ces compétences vers les CT - Articulation, complémentarité avec les autres démarches ou dispositifs du même ordre (Maison France service, cités éducatives ...) - Clarification des objectifs et des enjeux nécessaires 	
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Délais de mise en œuvre pour favoriser l'appropriation et l'adhésion <p>Questions / Réponses : Place du 1^{er} degré ? Lille : Dommage que cela ne concerne que les établissements du second degré, Lille expérimente une cité des équipements dans le cadre de l'ANRU.</p> <p>Budget L'expérimentation bénéficie d'une enveloppe de 6 millions d'euros. À titre indicatif, les dotations s'échelonnent entre 150 à 450 000 euros.</p> <p>Echéancier pour l'Appel à Manifestation d'Intérêt (Réponse attendue fin janvier 2021) :</p> <p><u>2 types de procédure :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure dite classique : fournir le dossier complet (40 p) pour le 29 janvier 2021. En effet, certaines collectivités veulent ouvrir un établissement de service dès la rentrée prochaine 2021. - procédure dite courte : décrire le projet de façon succincte (¾ pages) , si le dossier est retenu, enveloppe pouvant aller jusqu'à 20 000 euros pour accompagner la création et l'étude du projet. <p>Webinaire organisé par la Banque des territoires sur le sujet le 20 novembre et 8 décembre 2020.</p>	
	<p style="text-align: center;">A NOTER DANS VOS AGENDAS !!!</p> <p style="text-align: center;">PROCHAINE COMMISSION PERMANENTE</p> <p style="text-align: center;">Jeudi 17 décembre 2020 de 10h à 12h en distanciel</p>	